

**2 Politique**

**Activités du VPR**

**Vers la relance du projet des 5000 logements ?**

J-C. A  
Libreville/Gabon

LE vice-président de la République (VPR), Pierre-Claver Maganga Moussavou, s'est entretenu, hier, à son cabinet de travail, avec une délégation de l'entreprise espagnole Main Global SL, spécialisée dans la construction de logements sociaux. Celle-ci était conduite par son directeur général, Jimenez.

Le but de cette rencontre, relancer le projet de construction des 5000 logements sociaux à Libreville. En 2012, en effet, Main Global SL avait négocié avec les autorités gabonaises, notamment le ministère en charge de l'Habitat, un vaste projet de construction de loge-

ments sociaux. Lequel est malheureusement resté en jachère depuis lors. Alors que, d'après les estimations de ce département ministériel, notre pays accuserait un déficit de plus de cent mille logements...

Le VPR a fait savoir aux responsables de ladite société toute la disponibilité de notre pays à accueillir toute entreprise désireuse de l'aider à solutionner la problématique du logement social qui représente un des grands défis de ce septennat. Aussi, leur a-t-il présenté trois options à mettre nécessairement sur la table dans toute négociation de ce type, afin que chaque partie trouve son compte. Puis il leur a fait comprendre la nécessité de construire lesdits logements à Libreville, et non en banlieue comme ces derniers le préconisaient,



Photo : DR

Le vice-président de la République, Pierre-Claver Maganga Moussavou, lors de l'entretien avec la délégation de Main Global SL.

compte tenu de la très mauvaise urbanisation de notre capitale. Puis viendront les villes de l'intérieur du pays. Le but étant de freiner l'exode qui vide l'intérieur de ses habitants. Enfin, Maganga Moussavou

leur a suggéré de songer à la construction de logements pour étudiants qui manquent cruellement, au regard de leur nombre estimé aujourd'hui à trente mille. A la suite de cet entretien, les investisseurs es-

pagnols ont été reçus peu après par le ministre en charge du Logement. A noter que dans un deuxième temps, le VPR s'est entretenu avec les responsables du Groupe pétrolier Royal Palm qui se

proposent de construire une nouvelle raffinerie à Port-Gentil (Ogooué-Maritime). Comme leurs prédécesseurs, ils ont été reçus par la suite par les collaborateurs du Ministre en charge de ce secteur.

**Opposition/Pour le changement**

**Et voici le "PLC" !**

J.K.M  
Libreville/Gabon

**Créé par d'anciens cadres d'Union et Solidarité, ce nouveau parti est ancré dans l'opposition dite radicale.**

APRÈS avoir démissionné, récemment, des rangs d'Union et Solidarité (US) quelques heures seulement après que le juge de référé du tribunal de première instance de Libreville eut déclaré irrecevable leur requête tendant à démettre Jean de Dieu Moukagni-Iwangou de son poste de président de l'US, au motif qu'il aurait violé les dispositions statutaires de sa formation politique en entrant au

gouvernement "Issoze Ngonde III", Anges-Kevin Nzigou, Nicolas Nguema et Elza-Ritchuelle Boukandou n'ont pas décidé de rompre leurs liens avec la politique. Bien au contraire, résolu à poursuivre "leur combat pour un changement véritable et l'instauration d'une démocratie réelle au Gabon", ils ont créé une formation politique dénommée "Pour le changement (PLC)".

La présentation officielle de ce "parti de gauche progressiste, ancré dans l'opposition radicale" a eu lieu le 9 juin dernier dans la capitale gabonaise. Pour l'essentiel, le PLC est composé des cadres et militants transfuges de l'US, "déçus par le comportement de leur ancien leader". Au nombre de ceux-ci figurent notamment Thomas



Photo : D.R

Vue partielle des membres fondateurs de " Pour le changement".

Ibinga, 1er vice-président de l'US, qui a démissionné de l'US, il y a quelques jours.

Afin de se prémunir contre "toute tentative de dérive autoritaire du futur président du PLC", Anges-Kevin

Nzigou, Nicolas Nguema et Elza-Ritchuelle Boukandou ont assuré que celui-ci ne devrait pas concentrer tous

les pouvoirs entre ses mains. Que des mécanismes de contrôle et de surveillance devraient être mis en place, dans l'optique d'ériger des contre-pouvoirs forts.

Dans tous les cas, l'érection du PLC vient enrichir la galaxie des partis politiques de l'opposition. Avec ceci de particulier que, ces concepteurs ont clairement défini son attachement idéologique sans se prononcer sur leur participation ou non aux prochaines élections législatives, dont on attend toujours la date. Nul doute que, dans les jours à venir, Anges-Kevin Nzigou, Nicolas Nguema et Elza-Ritchuelle Boukandou devraient se prononcer à ce sujet. Tout en menant une campagne d'implantation de leur parti politique sur le terrain.

**Tribune des Partis politiques**

**Silence complice ?**

DANS toutes les sociétés dites démocratiques, les partis politiques jouent un rôle primordial en ce qu'ils sont des partenaires indispensables dans le processus de bonne gouvernance.

En tant que représentants des populations, ils peuvent donc contrôler et influencer les actions du pouvoir exécutif à travers des débats féconds et porteurs d'espoir à l'Assemblée nationale, dans les médias ainsi qu'à travers les formations et l'éducation civique de leurs militants.

Mieux, par leurs observations et leurs critiques, les formations politiques peuvent pousser les pouvoirs publics à mieux rendre compte de leur action et de leur gestion. Dans cette veine, les obé-

diences politiques peuvent apporter des contradictions aux décisions et aux actions du gouvernement. Leur rôle étant, entre autres, le débat contradictoire, l'animation de la vie politique, etc.

Pour un meilleur éclairage, rappelons que, le 30 mai dernier, le gouvernement, à travers un communiqué émanant de la Commission nationale des prix des produits pétroliers en République gabonaise, informait l'opinion d'une nouvelle augmentation des prix de vente des produits pétroliers. Troisième hausse, avance-t-on, en autant de mois. Et à ce qu'il se susurre dans les milieux référentiels, les désillusions sont loin

d'être finies. Les mois à venir s'annonceraient tout aussi brumeux. D'où l'hypothèque de voir s'inverser la tendance de sitôt.

Or, face à cette hausse, l'opinion note que seul le Syndicat des transporteurs terrestres du Gabon (SYLTTEG) est monté au créneau. Menaçant même d'entrer en grève les 11, 12 et 13 juin 2018 si le gouvernement de la République persistait dans sa démarche. A ce sujet, la bombe, apprend-on, a été "momentanément" désamorcée. Puisque les deux parties ont décidé de s'asseoir autour d'une table pour entamer des négociations qui parviendraient au dégel de la situation. Mais, à l'inverse, les populations notent que les ac-

teurs politiques gabonais ont brillé par un silence ambiant, voire complice. De sorte que, sur la toile, plusieurs pans de la société en sont venus à dénoncer et à condamner leur comportement jugé pour le moins "attentiste et passif". Arguant que dans l'exercice de leur "métier", les hommes politiques ont aussi le droit et le devoir de défendre la cause de la masse plurielle. Des populations qu'il faut souvent sensibiliser pour mieux les préparer face à certaines situations. Comme celle y relative.

En politique, la conscience c'est l'opinion. Du coup, d'aucuns estiment que l'attitude ainsi affichée est symptomatique du "désintérêt" que nombre d'acteurs poli-

tiques manifestent, peu ou prou, à la cause sociétale. N'agissant, promptement, que lorsqu'il s'agit désormais de défendre leurs intérêts personnels.

Oubliant que tout parti politique, s'il n'est pas porteur d'une idéologie, exprime au moins une certaine orientation, une certaine vision de l'homme et de la cité.

Vu ainsi, il existe souvent des "petits partis" politiques dont l'ambition est moins la participation directe au pouvoir que l'expression d'un certain nombre de revendications destinées à peser sur le gouvernement pour l'intérêt du bien-être et donc de la l'amélioration des conditions de vie des populations.